



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 02 – Du 6 janvier au 12 janvier 2023

En bref

Afghanistan : La suspension des transferts au titre de l'aide humanitaire, effective depuis mi-décembre, met sous tension l'économie du pays.

Bangladesh : La Banque mondiale abaisse les prévisions de croissance à 5,2% pour FY23. MIGA, filiale de la Banque mondiale, garantit un prêt entre 500 M USD et 1 Md USD. Dans le sillage de la signature de l'accord du prêt de 4,5 Mds USD, le Bangladesh se prépare à accueillir, fin janvier, une délégation d'experts du FMI.

Bhoutan : Le pays reçoit de nouveaux flux d'IDE. Les échanges d'actions sur le marché financier bhoutanais sont multipliés par deux lors de l'année 2022.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Croissance de l'économie indienne estimée à 7,0 % pour l'année budgétaire en cours, selon l'ONS. Diminution des importations en provenance de la Chine en novembre 2022. Ralentissement de l'inflation à 5,7 %, au mois de décembre. Indice de Production Industrielle en hausse en novembre. *Politique commerciale* : Les sociétés de production d'électricité contraintes d'importer 6 % de leurs besoins en charbon jusqu'en septembre 2023. *Politique budgétaire* : La collecte d'impôts directs atteint déjà 87 % de sa cible sur l'exercice budgétaire en cours. Le déficit budgétaire du prochain exercice budgétaire estimé à 5,9% du PIB, selon Goldman Sachs.

Népal : La Banque mondiale, dans le cadre de la publication du « Global Economic Prospect » met en exergue la résilience de l'économie népalaise. Le nouveau Premier ministre, ancien leader de la révolution maoïste, Pushpa Kamal Dahal, met le curseur sur l'attractivité du pays. Perspective d'expansion des lignes de transmissions électriques entre le Népal et l'Inde.

Pakistan : Conférence de Genève pour la reconstruction du Pakistan. (i) engagement à mobiliser 10,57 Mds USD dont 8,7 Mds USD par les contributeurs multilatéraux. (ii) La France est le deuxième contributeur bilatéral de la reconstruction après l'Arabie saoudite. Le Pakistan a remboursé le prêt de 1,2 Md USD d'un consortium bancaire émirien et va devoir financer une euro-obligation de 1 Md USD en avril prochain. Programme FMI – pas d'avancées en vue pour la 9ème revue du programme. Les Saoudiens font figure de sauveurs potentiels de la crise de liquidité pakistanaise. La crise de liquidité touche de plus en plus la ruralité et les pauvres. Premières livraisons de blé russe depuis la Russie depuis le début de l'invasion russe en Ukraine.

Sri Lanka : Prévisions de SCB pour 2023. Légère augmentation des réserves de change au 31 décembre. Reprise des négociations avec la Thaïlande au sujet d'un accord de libre-échange.

Afghanistan

La suspension des transferts au titre de l'aide humanitaire, effective depuis mi-décembre, met sous tension l'économie du pays

Shah Mehrabi, ancien membre du conseil suprême de la Banque centrale et à ce jour administrateur pour le « Afghan Trust Fund », souligne l'arrêt des transferts au titre des enveloppes d'aide humanitaire, habituellement en numéraire, envoyées par les Nations-Unies et réceptionnées par les ONG sur place.

Il semblerait que cette décision politique résulte de la récente décision des Talibans d'interdire l'accès des femmes à l'Université ainsi que de leur ôter la faculté de travailler pour des organisations internationales et non-gouvernementales.

En effet, lors du Conseil de sécurité, qui s'est tenu fin décembre, les responsables de différentes agences des Nations-Unies exprimaient leurs profondes inquiétudes concernant la violation du droit des femmes imputable à ce nouveau décret.

Par ailleurs, il convient de rappeler que les Talibans ont préalablement déjà formellement interdit l'école pour les filles au-delà de l'école primaire.

Parallèlement, à la suite des événements politiques d'août 2021, la Banque mondiale a également décidé de geler la poursuite de 29 projets actuellement en cours, d'une valeur de 4,6 Mds USD. Par ailleurs, le ministre de l'Economie taliban en a récemment appelé à leur reprise, compte tenu de leur caractère additionnel pour l'économie du pays. Le Banque mondiale annonce d'ailleurs une contraction du PIB afghan, estimé à 15 Mds USD en 2021, de l'ordre de 30 à 35% pour l'exercice en cours.

Dernièrement, Shah Mehrabi affirme que l'arrêt de l'aide humanitaire a des effets économiques dévastateurs sur le pays. En effet, on observe une dépréciation drastique de la devise locale (87 AFN pour 1 USD au 12 décembre contre 90 AFN contre 1 USD au 12 janvier) obligeant ainsi la

Banque centrale à intervenir sur le marché des changes, à hauteur de 17 M USD, afin de préserver la valeur de la devise face au dollar. Par ailleurs, la dépréciation de cette dernière alimente la forte dérive du prix des denrées.

Bangladesh

La Banque mondiale abaisse les prévisions de croissance à 5,2% pour FY23

La Banque mondiale revoit ses prévisions de croissance à 5,2% pour l'exercice budgétaire en cours, contre 6,7% préalablement estimé en juin 2022.

Cette révision résulte de la persistance de l'inflation (8,7% en décembre 2022), la récurrence des pénuries d'énergie et le resserrement monétaire pratiqué par la Bangladesh Bank, avec une hausse du taux des pensions, porté à 5,75% en novembre 2022.

Cette révision à la baisse de la croissance du Bangladesh est concomitante avec la réévaluation du rythme de croissance de la zone Asie du Sud, susceptible de croître à un rythme de 5,5% en 2023, contre 6,1% en 2022, ainsi que la réévaluation de la croissance mondiale à 1,7% pour l'année 2023 contre 3% estimé préalablement.

MIGA, filiale de la Banque mondiale, garantit un prêt entre 500 M USD et 1 Md USD

L'agence multilatérale de garantie des investissements, filiale du groupe Banque mondiale, garantit sous forme de prêt une enveloppe comprise entre 500 M USD et 1 Md USD, afin de soulager les besoins colossaux de financement des importations essentielles, notamment des biens alimentaires dont les coûts, en hausse, contribuent à la détérioration du solde de la balance des paiements courants du Bangladesh. En effet, celui-ci s'est aggravé, marqué par un déficit de l'ordre de 4,5 Mds USD fin octobre 2022 (contre 3,83 Mds USD sur la même période en 2021), selon la Bangladesh Bank, engendrant un recul des réserves de

change, revenus désormais en-deçà de 33 Mds USD (soit 5 mois d'importations).

Le prêt en question vient donc alléger les difficultés des banques bangladaises, s'agissant de la confirmation des lettres de crédit des importateurs par les banques internationales. Celles-ci ne souhaitent pas les valider dans le contexte actuel de la crise de liquidité en devises du Bangladesh.

En outre, l'organisation exprime sa volonté de soutenir la mise en place d'un fonds de développement des exportations (EDF) pour l'industrie du prêt-à-porter, premier débouché d'exportation du pays.

Dans le sillage de la signature de l'accord du prêt de 4,5 Mds USD, le Bangladesh se prépare à accueillir, fin janvier, une délégation d'experts du FMI

La directrice générale adjointe, Antoinette M. Sayeh arrivera à Dhaka le 14 janvier afin de finaliser l'accord du prêt de 4,5 Mds USD attendu par le Bangladesh en butte avec une sévère crise de liquidité engendrée par la persistance de l'inflation, une balance des paiements dégradée ainsi qu'un effritement avancé des réserves de change.

Selon les officiels du FMI, le premier versement aura lieu début février, avec des décaissements qui courront jusqu'à décembre 2026. Les conditions du prêt s'inscrivent dans le cadre d'un taux d'intérêt moyen de 2,2%.

Bhoutan

Le pays reçoit de nouveaux flux d'IDE

Le Bhoutan annonce la signature de huit nouveaux projets, d'une valeur de 4 M USD, dont six dans le secteur des services et deux dans le secteur de l'industrie, rehaussant ainsi le nombre de projets, dans la catégorie des IDE, à 101 projets à ce jour.

Malgré une volonté affichée d'attirer les IDE, comme énoncé dans le Rapport sur l'état de la Nation 2022, le Bhoutan peine à revenir à un

niveau de flux d'IDE équivalent à celui qui prévalait avant la pandémie. Par ailleurs, l'année 2018 marque un record en termes de flux d'IDE, enregistrés à 83 M USD. L'hôtellerie et les technologies sont les secteurs bénéficiant traditionnellement le plus des IDE, représentant respectivement 36% et 22%. Les principaux investisseurs proviennent du continent asiatique, avec au premier rang l'Inde avec 51% des flux et 8 M USD en 2021, suivie de Singapour avec 15% des flux et de la Thaïlande qui représente une part de 10%.

Les échanges d'actions sur le marché financier bhoutanais sont multipliés par deux lors de l'année 2022

En un an, les échanges d'actions sur le marché secondaire, soit le marché où les agents économiques peuvent acheter/vendre des actifs déjà existants, a doublé pour atteindre plus de 30 millions d'opérations entre les investisseurs et les institutions. Les actions proviennent des dix-neuf entreprises cotées au sein de l'unique place boursière du pays, la Royal Securities Exchange of Bhoutan (RSEB).

Selon les données de la RSEB, l'année 2022 comptabilise une capitalisation de 23 M USD contre 14 M USD l'année précédente, marquant une hausse annuelle de 64%.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Croissance de l'économie indienne estimée à 7,0 % pour l'année budgétaire en cours, selon l'ONS

Selon les premières estimations préliminaires publiées par l'Office National des Statistiques (ONS), la croissance indienne devrait atteindre 7,0 % au cours de l'année budgétaire 2023 (qui s'échelonne d'avril 2022 à mars 2023) contre 8,7 % au cours de l'exercice précédent. Cette estimation est supérieure aux projections de la RBI et de la Banque mondiale – à 6,8 % et 6,9 %

respectivement - l'ONS anticipant un impact moindre du ralentissement de l'économie mondiale sur l'économie indienne.

La croissance devrait être stimulée par le rebond du secteur des services : + 9,1 %. La croissance du secteur industriel est pour sa part estimée à 4,1 % contre 9,1 % pour celui de la construction.

Par ailleurs, si le déficit budgétaire s'élève, comme prévu, à 203,5 Mds USD, cette révision à la hausse de la croissance ramène l'écart à 6,1 % du PIB pour l'exercice budgétaire en cours, contre 6,4 % estimé dans le budget. La croissance du secteur agricole est estimée pour sa part à 3,5 %.

Ces projections pourraient toutefois faire l'objet d'une révision substantielle, notamment en raison de l'incertitude qui pèse sur les exportations en raison du ralentissement de l'économie mondiale. Au rythme prévu, l'Inde sera ainsi l'une des économies ayant la croissance la plus rapide, juste derrière l'Arabie saoudite.

Diminution des importations en provenance de la Chine en novembre 2022

Selon les données du ministère du Commerce, les importations indiennes en provenance de Chine ont diminué de 5,42 % en novembre 2022, en glissement annuel, pour atteindre 7,66 Mds USD. Ces dernières baissent donc pour le deuxième mois consécutif puisqu'elles avaient déjà diminué de 9,73%, à 7,85 Mds USD, en octobre 2022, contre 8,70 Mds USD au cours du même mois l'année précédente.

Les principaux postes d'importations qui enregistrent une baisse sont les ordinateurs personnels, l'urée et le phosphate.

La baisse des importations en provenance de Chine au cours des deux derniers mois contraste avec l'augmentation des importations totales de l'Inde au cours de cette période. Les importations totales de l'Inde ont augmenté de 9,80 % soit 58,23 Mds USD en novembre 2022, contre 53,02 Mds USD au cours du même mois l'année précédente.

Malgré cette baisse sur deux mois consécutifs, les importations en provenance de Chine sur les huit premiers mois de l'année budgétaire 2023 sont en hausse de 14,78 % (67,92 Mds USD entre avril

et novembre 2022 contre 59,17 Mds USD au cours de la même période lors de l'exercice précédent).

Ralentissement de l'inflation à 5,7 %, au mois de décembre

L'indice des prix à la consommation (IPC) a atteint 5,7% en décembre 2022, en glissement annuel, contre 5,9 % le mois précédent. Ainsi, l'inflation s'inscrit dans la zone de confort de la RBI (comprise entre 2 et 6 %) pour le deuxième mois consécutif.

En glissement mensuel, l'inflation a crû de 0,4 % en décembre, contre -0,1 % en novembre 2022.

Ce recul peut être attribué à la baisse des prix des denrées alimentaires, qui représentent plus de 40 % du panier de l'IPC. L'inflation des denrées alimentaires a ainsi diminué, à 4,2 % en décembre, contre 4,7 % en novembre.

Ce ralentissement des prix des produits alimentaires est cependant partiellement compensé par une inflation sous-jacente qui demeure élevée, au-dessus de 6 %. Celle-ci devrait toutefois repartir à la baisse à partir de janvier, compte tenu du ralentissement attendu de la croissance.

La RBI a maintenu sa prévision d'inflation à 6,7 % pour l'année budgétaire en cours lors du dernier Comité de Politique Monétaire (MPC) qui s'est tenu en décembre.

L'Indice de Production Industrielle en hausse en novembre

L'Indice de Production Industrielle (IPI) a augmenté de 7,1 % en glissement annuel en novembre, ce qui est nettement supérieur à l'estimation consensuelle de Bloomberg, de 2,8 % en glissement annuel. A l'inverse, l'IPI d'octobre s'était contracté de 4,2 % en glissement annuel, baisse qui s'explique notamment par les nombreux jours fériés pendant ce mois (célébrations de Diwali).

La forte hausse de l'IPI en novembre s'explique donc d'abord par un important effet rebond. Ainsi, en moyenne sur les deux mois d'octobre et de novembre 2022, l'IPI n'augmente que d'1,3 % en glissement annuel. Par conséquent, la

dynamique de croissance sous-jacente du secteur industriel n'est pas aussi forte que l'indique le chiffre de l'IPI de novembre.

La croissance du PIB manufacturier peut également être estimée à partir des données des entreprises du secteur. Or, ces dernières affichent une tendance à la baisse de leur bénéfice brut sur la période juillet-septembre 22, ce qui a entraîné une contraction de la croissance du PIB réel du secteur industriel sur ce trimestre.

Politique commerciale

Les sociétés de production d'électricité contraintes d'importer 6 % de leurs besoins en charbon jusqu'en septembre 2023

Le ministère de l'Energie a ordonné aux sociétés de production d'électricité d'importer du charbon à hauteur de 6 % de leurs besoins jusqu'en septembre 2023 afin de prévenir toute pénurie.

Selon le ministère, la production d'électricité à base de charbon a en effet sensiblement augmenté, en conséquence de l'augmentation récente de la demande de la consommation d'électricité.

Cette tendance devrait se poursuivre sur le prochain exercice budgétaire. Ainsi, au cours du premier semestre de l'année budgétaire 2023/2024, le déficit entre la consommation intérieure et la production locale est estimé à environ 24 millions de tonnes.

Politique budgétaire

La collecte d'impôts directs atteint déjà 87 % de sa cible sur l'exercice budgétaire en cours

La collecte d'impôts directs en Inde a augmenté de 25 % pour atteindre 180 Mds USD entre le 1^{er} avril et le 10 janvier de l'exercice en cours. Elle s'établit ainsi à environ 87 % des prévisions budgétaires pour l'année budgétaire 2022/2023.

Selon l'ICRA, agence indépendante de notation, la collecte d'impôts directs dépassera l'estimation budgétaire d'environ 27 Mds USD. La

collecte au titre de l'impôt sur les sociétés a ainsi augmenté de 18,33 %, contre 20,97 % pour l'impôt sur le revenu.

Le déficit budgétaire du prochain exercice budgétaire estimé à 5,9% du PIB, selon Goldman Sachs

Selon un rapport publié mardi par Goldman Sachs, le gouvernement central devrait poursuivre sa trajectoire de consolidation fiscale. Le déficit devrait ainsi atteindre 5,9 % au cours du prochain exercice fiscal, contre 6,4 % au cours de l'exercice 2023.

Le rapport prévoit une augmentation de 0,5 % des recettes pour l'année budgétaire en cours, imputable à la formalisation de l'économie ; l'augmentation des dépenses proviendrait pour sa part principalement des subventions supplémentaires pour les denrées alimentaires et les engrais (+ 0,8 % du PIB).

Par ailleurs, selon le rapport, les dépenses du gouvernement liées aux subventions devraient baisser à 1,5% du PIB au cours de la prochaine année budgétaire (contre 2,1% du PIB pour l'année budgétaire en cours).

Cette baisse s'explique par celle des subventions alimentaires qui devraient chuter à 0,8% du PIB, le gouvernement ayant fusionné le programme d'alimentation gratuite avec le système de distribution publique existant, en décembre 2022. Les subventions aux engrais devraient également diminuer, à 0,5% du PIB, conséquence du fléchissement des prix mondiaux des produits de base, alors que les subventions aux combustibles resteront à 0,1% du PIB au cours de l'exercice budgétaire 2024.

Enfin, selon Goldman, le prochain budget devrait poursuivre la tendance à l'augmentation des dépenses d'investissement observée ces dernières années. Ces dernières sont attendues à 2,9% du PIB pour l'année 2023/24 (+11% en glissement annuel).

Népal

La Banque mondiale, dans le cadre de la publication du « Global Economic Prospect » met en exergue la résilience de l'économie népalaise

L'organisation internationale, dans ses dernières estimations, prévoit un rythme de croissance au Népal de 5,1%. La Banque mondiale considère que le rythme de croissance du Népal, de l'Inde et des Maldives devrait demeurer vigoureux, par rapport aux autres pays d'Asie du Sud.

Toutefois, il convient de noter que le Népal reste victime du ralentissement généralisé de l'économie ainsi que de la baisse du tourisme consécutivement à la pandémie.

[Le nouveau Premier ministre, ancien leader de la révolution maoïste, Pushpa Kamal Dahal, met le curseur sur l'attractivité du pays](#)

Lors d'un discours, ce mardi 10 janvier, à la suite de sa victoire au parlement, le PM Dahal, aussi appelé par son nom de guerre « Prachanda », a présenté ses priorités, dont l'augmentation des investissements dans les infrastructures qui demeurent le centre névralgique de sa stratégie.

Par ailleurs, conscient des lacunes du pays en matière d'environnement des affaires, avec un secteur privé frileux, le Premier ministre souhaite faire du Népal un pays attractif en introduisant des réformes sectorielles fortes. Il déplore également l'extrême faiblesse des dépenses d'investissement, induite notamment par celle des recettes publiques. En effet, lors des six premiers mois de l'année fiscale en cours, le gouvernement n'a collecté que 25% de la cible annuelle.

[Perspective d'expansion des lignes de transmission électrique entre le Népal et l'Inde](#)

L'Inde et le Népal sont engagés dans des discussions relatives à l'expansion des lignes de transmission électrique entre les deux pays. Ce projet favorisera les exportations népalaises vers l'Inde à hauteur de capacités d'export de 450 MW.

Pakistan

[Conférence de Genève pour la reconstruction du Pakistan : engagement à mobiliser 10,57 Mds USD dont 8,7 Mds USD par les contributeurs multilatéraux.](#)

Des responsables d'une quarantaine de pays ainsi que des donateurs privés et des institutions financières internationales se sont réunis à Genève le lundi 9 janvier pour couvrir environ la moitié d'une facture de recouvrement totale de 10,7 Mds USD au titre du 4RF (« Resilient Recovery, Rehabilitation & Reconstruction Framework ») sur un besoin total de financement estimé à 16,3 Mds USD, dont le solde doit être en principe pris en charge par le gouvernement pakistanais.

Ce programme, qui devra être mis en place au cours des trois prochaines années, aura également pour objectif d'assurer la résilience au changement climatique.

Les 8,7 Mds USD d'engagements annoncés par les contributeurs multilatéraux sont distribués de la façon suivante : Banque islamique de développement (4,2 Mds USD) ; Banque mondiale (2 Mds USD) ; Banque Asiatique de Développement (1,5 Md USD) ; Asian Infrastructure Investment Bank (1 Md USD).

[La France est le deuxième contributeur bilatéral de la reconstruction après l'Arabie saoudite](#)

La France, seul pays à être représenté à la Conférence par un chef d'Etat (le Président de la République a effectué une allocution en vidéoconférence) contribue à hauteur de 380 M€ au 4RF (360 M€ AFD, 10 M€ urgence humanitaire et 10M€ Fonds mondial santé) est le deuxième contributeur bilatéral après l'Arabie saoudite (Fonds saoudien de développement – FSD), lequel a annoncé une aide de 1 Md USD (devant les Etats-Unis (100 MUSD), la Chine (100 MUSD), l'UE (93 MUSD), l'Allemagne (88 MUSD) et le Japon (77 MUSD).

Le Pakistan a remboursé le prêt de 1,2 Md USD d'un consortium bancaire émirien et va devoir financer une euro-obligation de 1 Md USD en avril prochain

Il semble qu'après le remboursement d'un prêt à court terme de 1 Md USD effectué la semaine dernière à des banques émiriennes, les réserves de change de la Banque centrale (SBP) s'élèvent désormais à 4,34 Mds USD (soit trois semaines de réserves en moyenne annuelle d'importations), au plus bas depuis mars 2014. L'agence Bloomberg annonce par ailleurs que le Pakistan devra rembourser un Eurobond de 1 Md USD au début du mois d'avril prochain. Selon l'agence, ce dernier se négocierait sur le marché secondaire, assorti d'une décote de 46 %.

En matière de réserves de change, les premiers versements de l'aide au titre du programme 4 RF ainsi que l'augmentation des fonds détenus par le Fonds saoudien de développement au sein de la Banque centrale devraient permettre -s'ils sont effectués rapidement- d'échapper au défaut de paiement.

En revanche, l'agence Bloomberg considère que l'année budgétaire 2023/2024 sera celle de tous les dangers car « au moins 11 Mds USD d'échéances (dont des prêts bancaires et des obligations à court et moyen terme) devront être remboursés ».

Programme FMI – la rencontre à Genève n'a pas donné lieu à une annonce concernant la mission des services du FMI dans le cadre de la 9^{ème} revue du programme

Une rencontre entre Ishaq Dar, le ministre des Finances du Pakistan et M. Athanasios Arvanitis, directeur adjoint du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI a eu lieu à Genève le 9 janvier 2023 en marge de la réunion des donateurs. A l'issue de la réunion, les dates de la mission au titre de la 9^{ème} revue du programme FMI, qui devait avoir lieu le 3 novembre, n'ont pas été annoncées.

S'il n'y a toujours pas d'avancées en vue concernant cette mission, on voit mal comment, dans le contexte actuel marqué par de fortes tensions financières externes, le Pakistan pourrait se passer des deux dernières tranches

du programme qui restent à déboursier pour un montant de 2,5 Mds USD. On notera qu'au cours de la semaine, le ministre des Finances a communiqué sur le fait que le pays se met au diapason des attentes du FMI notamment en matière de subventions énergétiques aux sociétés exportatrices.

Les Saoudiens font figure de sauveurs potentiels de la crise des liquidités pakistanaise

A la suite du premier déplacement du nouveau Chief of Army Staff (COAS), le général Syed Asim Munir à Riyad et à la conférence de Genève du 9 janvier dernier, l'Arabie saoudite est de plus en plus évoquée comme le véritable sauveur de la crise pakistanaise de liquidité (avec l'annonce du Fonds saoudien pour le développement -SFD- d'une participation bilatérale de 1 Md USD et avec l'annonce du Fonds islamique de développement perçu ici comme essentiellement saoudien de 4,2 mds USD), alors que la Chine avec son engagement de 100 MUSD de dépenses bilatérales et son milliard USD de prêt via l'Asian infrastructure Investment Bank (1 Md USD) apparait en retrait, et se situe en dessous des espoirs pakistanaïes.

Qu'on en juge, en conférence de presse, le Prince héritier Mohammed Bin Salman a annoncé:

- qu'il avait commandé une étude regroupant des projets potentiels visant à investir dans l'économie pakistanaise à hauteur de 10 Mds USD (ont été évoqués : le méga projet pétrolier et pétrochimique de Gwadar ; le projet de l'engagement potentiel de sociétés saoudiennes dans le cadre d'un possible train de privatisations dans le secteur de l'énergie ; des projets d'investissements privés dans l'agriculture) ;

- que la durée du dépôt à la banque centrale (SBP) de 3 Mds USD via le Fonds saoudien pour le développement (SFD) allait être prolongée d'une année et que son montant serait porté à 5 Mds USD.

Par ailleurs, si le renouvellement de la facilité de paiement sur le pétrole saoudien, actuellement fixée à 1,2 Md USD/ an, n'a pas été évoqué, un accord de facilité d'achat d'une valeur de 1 Md USD - s'agissant de produits dérivés du pétrole (huiles de moteurs, produits issus de la

pétrochimie) - a été signé en marge du déplacement du COAS.

La crise de liquidité entraîne une pénurie de farine concernant de manière croissante la ruralité et les pauvres, qui apparaissent en situation de sous-nutrition

La presse communique sur les effets du contingentement de lettres de crédit, désormais effectué au niveau des banques pakistanaises et non plus directement par la Banque centrale, sur l'alimentation de l'élevage (soja, qui entraîne un début de baisse du nombre de poulets disponibles sur le marché et le doublement du prix des poulets depuis trois mois) ; des médicaments ; de l'urée (les stockages ont baissé de 75% par rapport à décembre 2022) et de la farine pour la province du Baloutchistan qui n'importe pas de blé. (On notera que depuis le 18ème amendement de la Constitution sur les prérogatives des provinces, celles-ci sont en charge de la sécurité alimentaire, elles subventionnent la farine et elles font en sorte d'empêcher les échanges interprovinciaux de farine)

Selon l'UNICEF, la sous-nutrition des enfants a fortement progressé depuis août 2022 sous le double effet des inondations catastrophiques et de la crise de liquidité. 40% des enfants pakistanais en dessous de l'âge de cinq ans sont dans une situation de sous-nutrition persistante ; 28% sont en dessous du poids normal.

Premières livraisons de blé russe depuis la Russie depuis le début de l'invasion russe en Ukraine

Un communiqué du ministère de l'Alimentation et de la Sécurité nationales annonce que deux navires transportant du blé russe ont livré près de 120 000 tonnes de blé au Pakistan et que le pays doit importer un total de 700 000 tonnes de blé russe via un contrat cadre.

Sri Lanka

Prévisions de SCB pour 2023

Selon Standard Chartered Bank (SCB), l'une des principales banques étrangères implantées à Sri

Lanka, le PIB devrait se contracter de 1% en 2023 après une récession qu'elle estime à 7% en 2022. Pour mémoire, la Banque Mondiale prévoit pour sa part une contraction de 9,2% en 2022 et de 4,2% en 2023. Pour SCB, la raison principale de la récession prévue en 2023 réside dans le retard pris dans les négociations sur la restructuration de la dette extérieure avec les créanciers bilatéraux qui conditionne la mise en œuvre du programme FMI (soutien financier prévu de 2,9 Mds USD dans le cadre du Mécanisme Elargi de Crédit). En effet, ce retard pèse sur la confiance des acteurs économiques et reporte la consolidation des comptes extérieurs, alors que les réserves de change sont au plus bas. La Banque britannique pense que l'accord avec le FMI n'interviendra qu'au second trimestre 2023 en raison de la complexité des négociations avec les créanciers bilatéraux et que les accords de restructuration ne seront conclus qu'en fin d'année. A cet égard, le Président sri-lankais, Ranil Wickremesinghe, s'est entretenu, le 12 janvier en visioconférence, avec le Président de China Exim Bank, Wu Fulin. Compte tenu de ce contexte économique, SCB estime que l'objectif de réduction du déficit budgétaire primaire à 0,7% du PIB en 2023 sera difficilement tenable mais qu'il se situera plutôt autour de 2,2% du PIB. Ainsi, le déficit public budgétaire total pourrait atteindre 11% du PIB. Par conséquent, la SCB encourage le gouvernement à poursuivre ses réformes structurelles pour parvenir à consolider les comptes publics et à voter rapidement le projet de loi sur la réforme de la Banque centrale qui vise à augmenter son indépendance. Enfin, SCB souligne que l'instabilité de la situation politique pourrait compliquer la mise en œuvre du programme FMI. En effet, des élections locales pourraient avoir lieu en 2023 et fragiliser la situation du Président. De surcroît, l'opposition pourrait réclamer une dissolution du Parlement et de nouvelles élections législatives.

Légère augmentation des réserves de change au 31 décembre

Les réserves de change de la Banque centrale se sont élevées fin décembre à 1,9 Md USD, en légère hausse par rapport à novembre (1,8 Md USD). Pour mémoire, ces réserves comprenant

un swap avec la *People Bank of China* d'un montant équivalent à 1,4 Md USD dont les conditions d'utilisation ne sont pas remplies, le montant des réserves utilisables ne s'élève qu'à 500 MUSD soit environ 1,3 semaine d'importations. Cette lente reconstitution des réserves s'explique par la réduction du déficit commercial (-31% sur les 11 premiers mois de l'année) qui a été atteinte grâce à la forte contraction des importations (-18%) et la hausse des exportations (+17,9%). De surcroît, depuis le mois d'octobre, on observe une légère augmentation des transferts des expatriés (+8% en novembre par rapport au mois précédent) et depuis décembre un retour des touristes (92.000 touristes en décembre, soit +55% par rapport à novembre). Sur l'ensemble de l'année 2022, 720.000 touristes étrangers sont arrivés à Sri Lanka, soit une hausse de 270% par rapport à 2021. Ils ont généré des entrées de devises à hauteur de 1,1 Md USD (+124%), un chiffre encore très éloigné du record atteint en 2018 (4,4 Mds USD de recettes pour 2,3 millions de touristes). Toutefois, en 2023, malgré la reprise des flux induits par les transferts des travailleurs émigrés et par le retour progressif des touristes, la situation des comptes extérieurs pourrait être fragilisée par la baisse des exportations. Cette tendance récente observée depuis le mois de novembre résulte de la mauvaise conjoncture en Europe et aux Etats-Unis qui affecte les commandes, en particulier dans le secteur du vêtement. Ainsi, l'association des exportateurs de vêtements prévoit au cours des prochains mois une baisse de ses commandes de 30%.

Reprise des négociations avec la Thaïlande au sujet d'un accord de libre-échange

Le troisième cycle de négociations entre le Sri Lanka et la Thaïlande sur le projet d'accord de libre-échange (ALE) s'est tenu les 9 et 10 janvier 2023 à Colombo, avec la participation de 26 délégués officiels thaïlandais dirigés par la directrice générale du département thaïlandais des négociations commerciales. Ces négociations s'inscrivent dans le cadre de la politique du gouvernement sri-lankais visant à améliorer l'accès au marché pour les exportations sri-lankaises. Ainsi, sont prévues

dans les prochains mois une reprise des discussions avec la Chine. Le gouvernement souhaite également élargir et approfondir l'ALE en vigueur avec l'Inde. S'agissant des négociations avec la Thaïlande, sept thématiques figurent au programme des négociations : le commerce des biens, le commerce des services, les investissements, les règles d'origine, la coopération douanière, la facilitation des échanges et la coopération économique. L'objectif est de parvenir à une mise en vigueur de l'accord début 2024. Le Sri Lanka espère qu'un accord avec la Thaïlande lui permettra de réduire son déficit commercial bilatéral (300 MUSD) et d'avoir un meilleur accès aux marchés de l'ASEAN. A terme, en se rapprochant de la Thaïlande et de l'ASEAN, le Sri Lanka ambitionne d'intégrer le Partenariat Economique Régional Global (RCEP en Anglais) qui regroupe 15 pays (Chine, Japon, Corée du Sud, Australie, Nouvelle-Zélande et pays de l'ASEAN).

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

| | Moody's | | Standard & Poor's | | Fitch | | Coface | |
|-------------------|-----------|-------------|-------------------|-------------|-------|-------------|-------------|---------------------|
| | Note-pays | Perspective | Note | Perspective | Note | Perspective | Risque-pays | Climat des affaires |
| Inde | Baa3 | Stable | BBB- | Stable | BBB- | Stable | C | A4 |
| Bangladesh | Ba3 | Stable | BB- | Stable | BB- | Stable | C | C |
| Pakistan | Caa1 | Négative | CCC+ | Négative | CCC+ | Négative | D | C |
| Sri Lanka | Ca | Stable | SD | Négative | RD | - | D | B |
| Maldives | Caa1 | Stable | - | - | B- | Stable | C | C |

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international